

# Une année de crises et de décisions

## 1. Situation politique et économique pendant la guerre

1.1. Le traité de Londres (1867) avait déclaré la *neutralité* du Grand-Duché sous la garantie des puissances européennes (GB, F, Russie, Prusse, Autriche-Hongrie, Italie). En envahissant le Luxembourg le 2 août 1914, sous prétexte de devoir protéger les chemins de fer, l'Allemagne a violé cette neutralité. Des notes de protestation du gouvernement Paul Eyschen et de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde n'ont pu empêcher l'occupation militaire du pays. Le gouvernement luxembourgeois reste cependant en place et persiste dans sa ligne de stricte neutralité. Comme il doit renvoyer sur pression des Allemands, qui ont établi leur quartier général à Luxembourg, les ambassadeurs français, belge et britannique, et que la Grande-duchesse reçoit le "Kaiser" Guillaume II à sa table, les Alliés considèrent cette politique de soi-disant neutralité comme germanophile.

1.2. La Grande-duchesse est contestée par les partis de gauche parce qu'en 1912 elle avait longuement hésité à signer la loi scolaire (restreignant les droits de contrôle du clergé). Après la mort subite de P. Eyschen en 1915, elle nomma ministre d'Etat un représentant de la droite dont le cabinet n'eut pas de majorité à la Chambre des Députés. Les partis de gauche votèrent une motion de méfiance, mais Marie-Adélaïde dissolut la Chambre. Les élections, en pleine guerre, virent une victoire de la droite, mais sans majorité absolue, de sorte qu'elle dut quand même accepter un gouvernement de coalition. Mais l'union nationale, si nécessaire face aux problèmes économiques et diplomatiques qui se posaient, n'était pas de longue durée.

En outre il ne faut pas perdre de vue que la dynastie des Nassau-Weilburg, établie au pays depuis 1906 seulement, ne parlant que l'allemand et s'entourant essentiellement d'une Cour allemande, était loin de jouir du prestige que lui acquit la Grande-duchesse Charlotte par son attitude pendant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale.

1.3. Sur le *plan économique* le Luxembourg fait partie du "Zollverein" depuis 1842. Une convention ferroviaire en 1872 plaçait le réseau de Guillaume-Luxembourg sous administration impériale, ensemble avec le réseau de la Lorraine annexée

en 1871. Cette orientation quasi exclusive vers l'Allemagne, et notamment vers la Prusse qui dirigeait de fait le "Zollverein", eut pour conséquence qu'en 1913 91% des importations luxembourgeoises provenaient de l'Allemagne, 70% de la production sidérurgique y étaient exportés. En outre les capitaux investis dans cette industrie sidérurgique étaient pour la plupart allemands. Cette industrie florissait grâce aux achats d'acier allemands pendant la guerre. Les Alliés y voyaient une confirmation de l'attitude germanophile du Luxembourg et interdisaient les exportations de vivres vers le Luxembourg, y compris celles en provenance de pays neutres.

## 2. Conséquences sociales

La fermeture des frontières entraîna bien vite une pénurie alimentaire, et partant des *prix de plus en plus élevés*. Le gouvernement y réagit en décrétant des prix maxima et en introduisant des cartes de rationnement, mais sans grand effet. La hausse frappait surtout les salariés: ouvriers, employés, fonctionnaires, alors que les commerçants et les paysans se trouvaient bien mieux lotis. Seule la sidérurgie accordait des augmentations de salaires pour cause de vie chère.

Le mécontentement des masses face à la dégradation des salaires réels (50-60%) montait. Au cours de l'été 1916 eurent lieu des réunions de protestation contre la politique gouvernementale. Finalement, le 1<sup>er</sup> septembre 1916 fut créé à Esch/Alz. le "Berg- und Hüttenarbeiterverband", idéologiquement neutre, et le 3/9 à Luxembourg le "Metallarbeiterverband", de tendance socialiste: les deux *premiers syndicats* de masse authentiquement luxembourgeois. Sous le nom de "Freie Volkspartei" le premier réussit même à faire élire trois de ses membres à la Chambre des Députés au printemps 1917. Le parti socialiste comprit le danger et se détourna désormais de son alliance avec les libéraux.

Face à la chute du pouvoir d'achat les syndicats organisèrent une *grève* le 30 mai 1917. Leur appel fut largement suivi et fut positivement commenté dans les grands journaux du pays. Néanmoins la grève se solda par un échec le 6 juin. Les patrons sidérurgiques allemands avaient refusé toute négociation avec les syndicats qu'ils refusaient de reconnaître. Le gouvernement luxembourgeois n'accepta aucun rôle d'arbitre. Et l'armée allemande censura les informa-

tions de presse sur la grève et les appels à la solidarité et dispersa toute réunion de protestation par la force. Finalement la caisse des jeunes syndicats était encore trop mal fournie pour soutenir une grève plus longue. Néanmoins la grève eut pour résultat une prise de conscience du monde ouvrier luxembourgeois de ses forces potentielles et un mouvement syndical prit forme.

### 3. La crise constitutionnelle de 1918-19

L'armistice du 11/11/1918 réanimait la scène politique et sociale. Dès le 10/11 un *conseil d'ouvriers et de paysans* s'était formé à Luxembourg sur le modèle allemand à l'instigation du Cercle d'études socialistes. Un deuxième "soviet" se forma le lendemain à Esch. Leur but révolutionnaire était de renverser la monarchie, de proclamer la république, d'introduire le suffrage universel et la journée de 8 heures, de nationaliser les secteurs clés de l'économie (chemins de fer, sidérurgie, banques), de faire élire les officiers par les soldats. La résonance populaire du mouvement est difficile à évaluer, mais les partis de gauche, d'abord pris au dépourvu, reprirent vite plusieurs revendications pour les réaliser par la voie parlementaire.

Face à ces troubles, et vu que l'armée allemande était partie sans qu'une autre force de l'ordre eût déjà pris sa relève, le *gouvernement* d'union nationale dirigé par Emile Reuter (parti de la droite) dut faire des *concessions*. Il promit d'introduire (à la suite de l'accord du 14/11 entre patronat et syndicat en Allemagne) la journée de huit heures sans restriction de salaire (ce qui était chose faite le 14/12) et, sans que personne ne l'ait demandé, mais à l'instar de la délégation sociale allemande, des délégations ouvrières élues dans chaque entreprise pour dialoguer avec le patron (ce qui fut arrêté le 26/4/1919). Une révision de la constitution, votée le 15 mai 1919, accorda le suffrage universel (voir article de Simone Baldauff-Beck). Le Luxembourg compte ainsi parmi les tout premiers Etats à accorder le droit de vote à tous les hommes (moins de 15% avaient jusque-là bénéficié du suffrage censitaire) et aux femmes, à partir de 21 ans. Par contre Reuter proposa dès le 11/11, en accord avec Marie-Adélaïde elle-même, de faire trancher la question dynastique par une consultation populaire, bien que le référendum ne fût pas prévu pour décider d'une modification de la constitution.

Cependant les *partis anticléricaux* (socialistes et libéraux) réclamèrent un vote sur cette question à la Chambre dès le 13/11/1918. Grâce au vote négatif de

trois députés du "Freie Volkspartei" et à l'abstention de trois autres ils manquèrent de justesse la majorité absolue en faveur d'une déchéance de la monarchie.

A la même époque des *courants annexionnistes*, qui y existaient depuis le partage de 1839, se manifestaient de plus en plus ouvertement en Belgique. Les libéraux luxembourgeois n'y étaient pas hostiles, alors que certains socialistes et le "tageblatt" penchaient vers la France. Seul le parti de la droite soutenait clairement et la monarchie et l'indépendance nationale. Lorsque plusieurs ministres luxembourgeois se présentèrent le 23/12/1918 à Paris pour y parler de l'avenir du pays, le ministre français des affaires étrangères, sur intervention de la diplomatie belge, refusa de recevoir "les ministres de la Grand-duchesse".

A la suite de cet affront diplomatique les partis de gauche réclamèrent de nouveau le 9/1/1919 un vote sur la question dynastique. Le président de la Chambre suspendit la séance, *des troubles éclatèrent*, le parti de la droite quitta la salle, les députés restant, libéraux et socialistes, proclamèrent la république et se constituèrent en Comité de Salut Public. Des manifestations de rue ne purent être réprimées parce que les soldats luxembourgeois étaient en rébellion depuis le 19/12/1918. Le maréchal Foch ayant pris quartier dans la capitale, ce furent alors les troupes commandées par le général De La Tour qui intervinrent pour "faire circuler", officiellement parce que les tramways ne pouvaient plus passer. Dès le lendemain le président du gouvernement aussi bien que le président de la Chambre Altwies firent appel aux troupes françaises pour maintenir l'ordre dans la ville et protéger les bâtiments publics. Elles furent ainsi amenées soit à expulser de la Chambre le Comité de Salut Public soit à lui interdire l'entrée (les témoignages divergent), empêchant en fait le succès de la tentative révolutionnaire. D'autre part les réunions populaires n'avaient pas apporté un soutien probant aux républicains théoriquement majoritaires à la Chambre (élue encore au suffrage censitaire). Ils manquaient aussi de meneur charismatique prêt à passer aux actes illégaux. Les ouvriers avaient été absents des rassemblements dans la capitale, leurs revendications sociales avaient été acceptées pour une large part par le gouvernement.

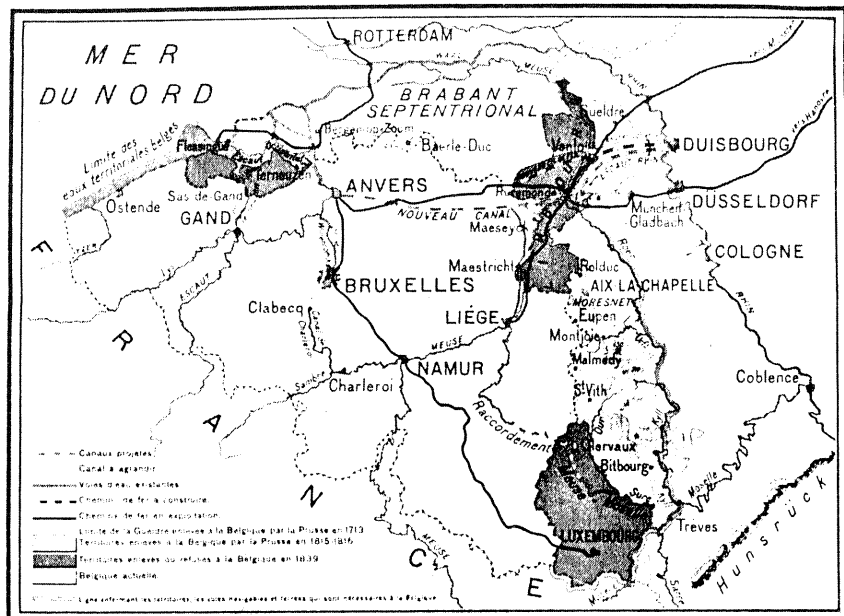
Parallèlement le gouvernement Reuter ayant compris depuis fin décembre 1918 que le trône ne pourrait être sauvé que si *Marie-Adélaïde consentait à abdiquer en faveur de sa soeur Charlotte*. Le gouvernement français avait en effet fait savoir, par des voies secrètes, que Charlotte serait acceptée. Le 10 janvier Reuter put enfin faire publier le consentement de Marie Adélaïde à abdiquer le 15. Le 14/1 une majorité

Cf. le rapport du  
général Roque  
page 21

*Le double referendum de 1919 (28 septembre)*

| Referendum politique  | Electeurs inscrits | Votes valables | Pour la Grande-Duchesse                 | Pour une autre Grande-Duchesse | Pour une autre dynastie | Pour la République |
|-----------------------|--------------------|----------------|-----------------------------------------|--------------------------------|-------------------------|--------------------|
| Total                 | 126.193            | 85.871         | 66.811                                  | 1.286                          | 889                     | 16.885             |
| Referendum économique |                    |                | Pour l'union douanière avec la Belgique |                                | avec la France          |                    |
| Total                 | 126.193            | 82.375         | 20.242                                  |                                | 60.133                  |                    |

Source: Gilbert Trausch, *Le Luxembourg à l'époque contemporaine*



Carte extraite d'une affiche annexionniste belge propagée au début de 1919 par le Comité de politique nationale, in: Hémecht 36 (1984), p. 363.

de 30 députés (contre 19 et 2 abstentions) repoussa une motion de la gauche visant à remettre à plus tard l'accession de Charlotte au trône.

Restait à voir quelle serait l'issue du *référéndum dynastique*. Après de longues tractations dues à des pressions belges sur les Alliés, faites sous le prétexte que le traité de Versailles n'était pas encore arrêté, celui-ci eut lieu le 28 septembre 1919. Avec 77,8% des suffrages le peuple luxembourgeois se prononça pour la Grande-Duchesse Charlotte et donc pour le maintien de la monarchie. (Au bassin minier, il est vrai, les républicains avaient par endroits la majorité.) L'explication classique attribue cette écrasante majorité au suffrage des femmes: elles auraient voté en masse pour la monarchie (et pour le parti de la droite aux élections du 26 octobre). L'essentiel, c'est que la volonté populaire avait d'une part tranché de façon nette et définitive un débat qui divisait depuis des années le pays légal, c.-à-d. le petit monde des politiciens sans légitimation démocratique véritable, et que d'autre part le peuple en maintenant la dynastie démontrait clairement son attachement à l'indépendance du pays que ses voisins, pendant ces mois de crise intérieure, s'acharnaient à mettre en question de l'extérieur.

#### 4. L'indépendance mise en question

Comme le gouvernement avait dénoncé le "Zollverein" après la défaite allemande et que l'économie luxembourgeoise ne pouvait subsister dans l'isolement commercial, le peuple eut en même temps à se prononcer sur le *choix d'un partenaire pour une future union douanière*. Abstraction faite des vigneron de la Moselle et des paysans de Clervaux les électeurs optèrent à une forte majorité (73%) pour une union avec la France. Ils espéraient bien que la Lorraine redevenue française fournirait le minerai à la sidérurgie et qu'elle achèterait le blé luxembourgeois. Une commission d'étude qui réunissait les principaux dirigeants de l'économie avait dès le 2/1/1919 donné

un avis unanime de la même teneur au gouvernement Reuter. Officiellement secret l'avis avait vite trouvé une très large diffusion dans le pays et auprès des hommes politiques français.

Mais outre ces raisons économiques en principe justes une assez forte aversion anti-belge s'était développée au fil des mois qui précédaient le référendum. Elle était due à une *propagande annexionniste* à peine cachée de la part de la diplomatie belge. Celle-ci s'était fait tout au long des années, et notamment depuis le début de la guerre, des illusions sur les sentiments des Luxembourgeois. Elle n'avait cessé de décocher des flèches empoisonnées en direction de Marie-Adélaïde, convaincue que la chute de la Grande-Duchesse mal aimée par les Luxembourgeois eux-mêmes ferait tomber le Grand-Duché comme un fruit mûr dans le panier belge. Tout au long de la guerre les diplomates belges s'étaient efforcés d'obtenir de la part de la France qu'elle déclare son manque d'intérêt pour le Luxembourg. En 1919 la Belgique obtint des quatre Grands qu'ils fissent pression sur le Luxembourg afin qu'il recule la date du référendum, mais elle ne réussit pas à en empêcher le principe cher au président des Etats-Unis Wilson, grand protagoniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette attitude des autorités belges, qui se traduisait entre autre par un refus prolongé de reconnaître Charlotte comme successeur légitime de Marie-Adélaïde, ne leur valut au Luxembourg qu'une exaspération des sentiments anti-belges qui s'exprima notamment lors d'une grande manifestation le 27/4/1919 après l'intervention des Alliés pour faire reculer la date du référendum. Il paraît que le "Luxemburger Wort" doive entre autres à sa campagne anti-belge sa percée dans l'opinion publique. Les Luxembourgeois comprirent en effet bien vite qu'à travers la Grande-Duchesse c'était l'indépendance même de leur pays qui était visée.

Malgré le vote massif des Luxembourgeois lors du référendum l'intérêt restait cependant mince du côté français. Elle utilisait le Luxembourg uniquement pour faire pression sur la Belgique en vue d'obtenir une convention militaire franco-belge et afin de s'assurer le contrôle des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, essentiels pour ses relations avec la Rhénanie occupée. C'est la raison pourquoi la France n'a ni revendiqué le Luxembourg pour soi, ni accepté une annexion du Luxembourg à la Belgique.

Devant le refus d'une union économique de la part de la France, le gouvernement luxembourgeois dut donc se tourner vers la Belgique. Celle-ci, qui avait tour à tour envisagé l'annexion pure et simple, puis l'union dynastique, ensuite une union économique et militaire très intime dut se contenter, une fois que la convention militaire franco-belge était signée, d'une union douanière sous forme de l'"Union Economique Belgo-Luxembourgeoise" (UEBL), signée le 25/7/1921 et ratifiée le 5/3/1922. En 1935 l'union douanière fut complétée par une union monétaire. Grâce à leur expérience du "Zollverein" les négociateurs luxembourgeois avaient d'ailleurs réussi à conclure un accord qui n'était pas du tout à son désavantage. Le Luxembourg pouvait même maintenir

un système de subvention des prix agricoles, alors que la Belgique prônait le libéralisme: ce succès était de taille pour une coalition gouvernementale de droite qui ne voulait voir se dépeupler les campagnes où elle puisait l'essentiel de ses électeurs.

## 5. La crise économique de l'après-guerre

La fin du "Zollverein" eut notamment pour la sidérurgie luxembourgeoise des répercussions désastreuses (manque de minerai et de charbon, perte de débouchés), qui s'amplifièrent en une crise économique générale, alors que l'UEBL ne promettait une solution qu'à plus ou moins long terme.

Le mécontentement de la population ne cessa de croître. Le manque de vivres qui ne cessa pas au lendemain de l'armistice, les prix élevés, la baisse du pouvoir d'achat aggravée par des réductions de salaire et des licenciements provoquaient arrêts de travail, manifestations, etc. En 1919-20 on a compté pas moins de 27 grèves locales. Le 13/8/1919 les ouvriers d'Esch vinrent assiéger la Chambre des Députés à Luxembourg où l'on discutait de l'octroi d'une indemnité de vie chère jugée insuffisante. Les échos de la révolution russe eurent également une certaine influence sur une partie du prolétariat occupé dans les usines luxembourgeoises. La vente des entreprises confisquées au capital allemand à des actionnaires belges et français ne fit qu'attiser le mécontentement. Alors que le gouvernement laissait faire les actionnaires allemands, les syndicats voulaient profiter de l'occasion pour présenter leurs revendications: reconnaissance du fait syndical par le patronat, salaires minimums, maintien de l'emploi même en temps de crise, préférence accordée aux ouvriers luxembourgeois, congés payés. Une grève générale fut votée en novembre 1919, mais la conjoncture peu favorable incita les syndicats à y renoncer.

Cette radicalisation du mouvement ouvrier entraîna cependant un glissement à gauche du "Berg- und Hüttenarbeiterverband" qui fusionna le 29/2/1920 avec le "Metallarbeiterverband". Des socialistes (Pierre Krier, Nic. Biever) prirent la direction du "Berg- und Metallindustriearbeiter-Verband" (BMAIV) qui résultait de cette fusion et qu'on peut considérer comme précurseur de l'OGBL actuel. Les

travailleurs chrétiens de l'ancien syndicat neutre, sur recommandation de leurs aumôniers, refusèrent ce glissement à gauche et fondèrent le 21/1/1921 le "Lëtzebuerger chrëschtliche Gewerkschaftsbond" (LCGB). Depuis, le monde syndical luxembourgeois est idéologiquement partagé en deux camps.

Face aux licenciements massifs intervenus début 1921 le syndicat socialiste organisa en mars 1921 une grande grève et des occupations d'usines. Comme le patronat justifiait ses mesures draconiennes par une baisse de ses ventes, le syndicat revendiquait un droit de regard sur les livres de comptes. Le patronat répondit par un "lock-out": tous les ouvriers, y compris les non-grévistes, furent mis à la porte et des "listes noires" empêchaient le réembauchage des meneurs par d'autres entreprises. La grève échoua, non seulement à cause de la situation économique effectivement désastreuse, mais encore parce que le LCGB (et donc aussi le "Luxemburger Wort") ainsi que les cheminots avaient refusé de se solidariser avec le mouvement. Le gouvernement Reuter proclama de nouveau sa neutralité; sous la pression du patronat et de l'ambassadeur de France qui craignait une contagion au-delà de la frontière il dut même abolir les délégations ouvrières nouvellement créées. (Elles furent rétablies en 1925.) Et les troupes françaises toujours présentes intervinrent pour mettre fin aux occupations d'usines.

Depuis cet échec, et la perte de membres qu'il causa, les syndicats luxembourgeois tempéraient leurs revendications et en venaient à une *politique de collaboration et de consensus avec le patronat et le gouvernement*, oubliant les slogans de la lutte des classes. La création de chambres professionnelles en 1924 assura une représentation légale élue aux principales catégories sociales: commerçants, artisans, ouvriers, employés privés et paysans. (Les fonctionnaires d'Etat eurent leur chambre en 1964.) Mais ce n'est qu'en 1936 que les deux syndicats ouvriers réussirent, ensemble, après une manifestation de 40 000 participants, à obtenir la suppression de l'article 310 du code pénal qui interdisait légalement la formation de syndicats. La même année 1936 ils purent négocier les premiers contrats collectifs de travail dans des entreprises. (voir forum 97/1987). Entre-temps la sidérurgie luxembourgeoise avait bien réussi sa reconversion.

**michel pauly**

Extrait d'une lettre d'un directeur d'usine de Rodange au commandant des troupes françaises:

"A aucun moment la parfaite entente n'a cessé de régner avec vos subordonnés ... Nous nous permettons de joindre (un obole) à cette lettre ... que vous voudrez utiliser pour procurer à vos vaillants volontaires une petite réjouissance ..."

En marge on peut lire l'annotation manuscrite: 2.000 francs.

source: D. Scuto, p. 275, voir bibliographie

### Bibliographie

1921-1981. Beiträge zur Geschichte der Kommunistischen Partei Luxemburgs, hrg. vom Centre Jean Kill, Luxembourg, (1981).  
Serge Bonnet, La tentative d'instaurer la république à Luxembourg en 1919, in: Hémecht 26 (1974), p. 169-186 (Rapport du général Roques).  
Christian Calmes, 1914-1919. Le Luxembourg au centre de l'annexionisme belge, = Histoire Contemporaine du Grand-Duché de Luxembourg, vol. X, Luxembourg, 1976.  
Christian Calmes, 1919. L'étrange referendum du 29 septembre, = Histoire Contemporaine du Grand-Duché de Luxembourg, vol. XI, Luxembourg, 1979.  
A(uguste) Collart, Sturm um Luxemburgs Thron. 1907-1920, Luxembourg, 1959.  
Ben Fayot, Sozialismus in Luxemburg. Von den Anfängen bis 1940, Luxembourg, 1979.  
Henri Koch, Die Luxemburger Arbeiterklasse und ihre Gewerkschaften, in: Hémecht 29 (1977), p. 473-500; 30 (1978), p. 303-

342, 531-563.

Denis Scuto, Sous le signe de la grande grève de mars 1921: 1918-1923, les années sans pareilles du mouvement ouvrier luxembourgeois, Mémoire de licence, ULB, 1987-88 (inédit).  
Georges-Henri Soutou, Le Luxembourg et la France en 1919, in: Hémecht 39 (1987), p. 485-512.  
Gilbert Trausch, L'accession au trône de la Grande-Duchesse Charlotte en janvier 1919 dans sa signification historique, in: Hémecht 31 (1979), p. 149-172.  
Id., Contributions à l'histoire sociale de la question du Luxembourg 1914-1922, in: Hémecht 26 (1974), p. 5-118.  
Id., Du Zollverein à l'Union économique belgo-luxembourgeoise (1914-1922), in: Hémecht 36 (19 84), p. 343-390.  
Id., Le Luxembourg entre la France et la Belgique (1914-1922), in: Hémecht 27 (1975), p. 7-32.  
Nikolaus Welter, Im Dienste. Erinnerungen aus verworrener Zeit, Luxembourg, 1926.